

Questions orales

M. Chrétien: Monsieur le président, je pense que l'honorable député a peut-être raison, le ministre n'aurait pas dû se plaindre de l'obstruction des créditeurs parce que généralement ils sont absents.

En ce qui a trait à un budget, j'ai déclaré à plusieurs reprises qu'à ce moment-ci je fais la revue de la situation et que j'aurai un budget à présenter lorsque nous jugerons qu'il est temps d'en avoir un. Je crois qu'il serait important de recevoir les informations du premier trimestre de 1978 avant de charger la politique économique annoncée par le gouvernement. Et ce qui est très étonnant c'est que les conservateurs ont fait l'acquisition d'un nouveau commentateur en matière économique, lequel à la télévision, en fin de semaine, a dit que j'avais parfaitement raison en prévoyant une croissance de 5 p. 100 pour 1978, alors que le chef de l'opposition, lui-même, disait à Toronto, la veille, que personne ne voulait croire mes prédictions sauf ses nouvelles recrues.

M. Caouette (Témiscamingue): Monsieur le président, je comprends que les libéraux soient obligés de se déplacer trois mois d'avance pour essayer de gagner deux circonscriptions avec l'inflation et le taux de chômage qui existent au Canada, mais il reste une chose, savoir lorsqu'un ministre accuse l'opposition d'être absente et de nuire aux travaux de la Chambre. Je demande donc au ministre ce qu'il entend faire dans le domaine des finances pour corriger maintenant la situation économique, alors que nous sommes prêts à en discuter. Pourquoi continue-t-il à retarder la présentation de son budget?

* * *

● (1432)

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**MOYEN-ORIENT—LA FORCE CANADIENNE DE MAINTIEN DE LA PAIX**

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il a déclaré hier qu'il s'attendait à ce que la situation au Liban concernant la force intérimaire de maintien de la paix s'éclaircisse au cours des prochaines vingt-quatre heures. Pourrait-il faire état à la Chambre de la situation qui existe aujourd'hui. Nous a-t-on demandé d'envoyer des contingents? Si oui, quelle sorte de contingents? Avons-nous offert d'en envoyer et si oui, de quelle sorte?

L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'espère qu'avec votre bienveillance ma réponse à toutes ces questions pourra être aussi brève que possible.

M. Hnatyshyn: Nous aussi.

M. Jamieson: Si le député veut bien m'accorder le temps nécessaire, je me ferai un plaisir de lui donner une réponse aussi complète que possible. L'opération prévue comporte deux étapes. En premier lieu, une avant-garde composée de contingents suédois et autrichiens serait envoyée sur les lieux. À cet égard, le Canada a reçu une demande expresse de fournir un appui logistique pour cette brève opération qui pourrait prendre de deux semaines à un mois. Nous étudions cette demande de façon favorable. Le ministre de la Défense nationale, l'amiral Falls, le sous-secrétaire et moi-même nous sommes

[M. Caouette (Témiscamingue).]

réunis ce matin et nous espérons pouvoir donner suite d'une façon ou d'une autre à cette demande.

Quant à la deuxième étape de l'opération, c'est-à-dire l'établissement d'un contingent spécial conformément à la résolution adoptée par le Conseil de sécurité, le secrétaire général de l'ONU y travaille actuellement. Notre pays n'a encore reçu aucune demande de participation à ce contingent et, autant que nous le sachions, il semble peu probable qu'on nous le demande, étant donné que nos effectifs sont déjà très nombreux au Moyen-Orient. Leur nombre est actuellement d'environ 1,100. De l'aveu général, qu'il serait plus équitable que ce fardeau soit partagé entre divers pays.

Je suis heureux de vous annoncer que nous avons appris peu avant le déjeuner aujourd'hui que la Norvège, par exemple, avait offert son concours, du moins en principe, et peut-être s'est-elle même engagée, à l'égard de la force spéciale. Il est question que la France soit également prête à le faire. Nous nous en réjouissons, car cela contribuera à mieux répartir le fardeau du maintien de la paix dans cette région.

M. McKinnon: Monsieur l'Orateur, je tiens à remercier le secrétaire d'État aux Affaires extérieures de cette réponse complète. En lisant le *hansard*, je note qu'il a omis de répondre à l'une de mes questions d'hier relative à l'approbation par le Parlement de toute décision concernant la participation de troupes à une nouvelle force de paix. Le ministre est-il d'accord avec le principe qu'énonçait M. Pearson selon lequel le gouvernement ne devrait pas s'engager à participer à de nouvelles missions de paix sans avoir d'abord obtenu l'approbation du Parlement?

M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, en principe je ne vois aucune difficulté à consulter le Parlement. Dans le cas qui nous occupe, je me suis efforcé de communiquer tous les faits à la Chambre. Selon moi, chaque cas doit être examiné à fond. Si, par exemple, comme c'est le cas pour la première étape de l'opération dont j'ai parlé, nous acceptons simplement de fournir une aide logistique provisoire, je crois que cela est tout à fait conforme à notre politique établie.

Je pense avoir démontré que je ne voyais aucun inconvénient à consulter la Chambre, soit par le truchement de comités, soit en comité plénier ou de toute autre manière. Quant à ce cas précis, je pense qu'il reste pour le moment à l'état d'hypothèse car le gouvernement n'a reçu aucune demande jusqu'ici.

* * *

LES TRANSPORTS**LES MESURES ENVISAGÉES POUR FACILITER L'EXPÉDITION DU GRAIN**

M. Craig Stewart (Marquette): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser ma question au ministre responsable de la Commission canadienne du blé, non seulement à ce titre, mais parce qu'il est en même temps ministre des Transports. Étant donné que les expéditions de grain en provenance des Prairies sont très ralenties cette année, ce qui veut dire que les agriculteurs font face non seulement à des prix du grain exceptionnellement bas, mais en plus à un contingentement sévère, que, d'autre part, beaucoup d'élevateurs à grain des Prairies sont pleins, ce qui s'ajoute au fait que la Commission canadienne du blé est en retard de 32 millions de boisseaux dans ses exportations—je pourrais ajouter que de nombreux agriculteurs ont dû entreposer leur grain à l'extérieur—le ministre peut-il dire à la